

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202922]

19 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19

Rapport au Gouvernement et commentaires des articles

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Cet article reprend diverses définitions qui doivent permettre de comprendre la portée de l'arrêté.

Article 1^{er}, 1^o

Les centres de formation du réseau IFAPME, dénommé « centres de formation agréés » dans l'arrêté, sont constitués en association sans but lucratif et, pour être reconnus comme faisant partie du réseau IFAPME, doivent avoir préalablement reçu un agrément.

Article 1^{er}, 2^o à 4^o

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

Article 1^{er} 5^o

Cet article introduit la notion de candidat à l'alternance, qui vise l'apprenant qui suit des cours (soit de connaissances générales et de connaissances professionnelles soit de connaissances intégrées) et qui est en recherche de la conclusion d'un contrat d'alternance.

Article 1^{er}, 6^o

Cet article introduit la notion de compétences essentielles, qui vise les compétences qui, dans une finalité d'insertion professionnelle, doivent être acquises par tout apprenant en vue de poursuivre sa formation ou d'acquérir la maîtrise minimale des acquis d'apprentissage.

Article 1^{er}, 7^o

Cet article n'appelle pas de commentaire particulier.

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Art. 2. Pour toute année de formation, les examens et épreuves sont organisées par les centres de formation agréés pour les auditeurs réguliers, à savoir les auditeurs qui ont suivi effectivement au moins deux tiers des leçons organisées au cours de l'année de formation.

Au vu de la pandémie COVID-19 et des conséquences en découlant quant à l'organisation des cours (notamment la suspension/ l'organisation partielle des cours en présentiel ainsi que la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance), la notion d'auditeur régulier se devait d'être précisée pour l'année de formation 2019-2020 et concerne l'auditeur qui a suivi au moins deux tiers des leçons organisées jusqu'au 13 mars 2020.

Art. 3. Cet article précise la possibilité pour les centres de formation agréés d'organiser des examens à distance.

Art. 4. Cet article modifie l'arrêté évaluation en ce qu'il confère notamment aux centres de formation agréés la compétence d'organiser l'évaluation de fin d'apprentissage pour tout candidat à l'alternance.

Art. 5. En raison de la pandémie COVID-19, la dispense des cours n'a pu être organisée pour les années terminales en apprentissage comme initialement prévue à partir du 14 mars 2020.

Cet article précise donc les matières sur lesquelles les évaluations peuvent être réalisées et la possibilité de dispenser, en présentiel ou à distance, de nouvelles matières portant sur des compétences essentielles.

Art. 6. Au vu de la pandémie COVID-19 et des conséquences en découlant quant à l'organisation des cours (notamment la suspension/ l'organisation partielle des cours en présentiel ainsi que la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance), la planification des cours a été impactée pour les années terminales en apprentissage tout comme les périodes de réalisation des examens (tant en 1^{ère} qu'en 2^{ème} session).

Cet article précise, pour l'année de formation 2019-2020, les périodes d'organisation des examens.

Art. 7. Cet article précise les apprenants que le centre de formation agréé inscrit à l'examen C en fin d'apprentissage.

Art. 8. Cet article concerne l'organisation des examens C en fin d'apprentissage ainsi que la composition des commissions d'examens C pour l'année de formation 2019-2020.

Art. 9. Cet article précise qu'en fin d'apprentissage, la réunion du conseil des formateurs et la réunion de la commission de tutelle peuvent se tenir tant en présentiel qu'à distance.

Les périodes d'organisation des examens étant adaptées, les dates butoir pour la tenue de la réunion du Conseil des formateurs et de la réunion de la commission de tutelle sont également adaptées.

Art. 10. Au vu de la pandémie COVID-19 et des conséquences en découlant quant à l'organisation des cours (notamment la suspension/ l'organisation partielle des cours en présentiel ainsi que la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance), la planification des cours a été impactée en cours d'apprentissage tout comme les périodes de réalisation des examens (tant en 1^{ère} qu'en 2^{ème} session).

Cet article précise donc les matières sur lesquelles les évaluations peuvent être réalisées et la possibilité de dispenser de nouvelles matières pour les cours à distance.

Il indique, en outre, pour l'année de formation 2019-2020, les périodes d'organisation des examens.

Art. 11. Cet article précise qu'en cours d'apprentissage la réunion du conseil des formateurs peut se tenir tant en présentiel qu'à distance.

Les périodes d'organisation des examens étant adaptées, la date butoir pour la tenue de la réunion du Conseil des formateurs est également adaptée.

Art. 12. Cet article précise qu'en cours d'apprentissage la réunion de la commission de tutelle peut se tenir tant en présentiel qu'à distance.

Les périodes d'organisation des examens étant adaptées, la date butoir pour la tenue de la réunion de la commission de tutelle est également adaptée.

Art. 13. En raison de la pandémie COVID-19, la dispense des cours de chef d'entreprise en années terminales de la formation n'a pu être organisée comme initialement prévue.

Cet article précise donc les matières sur lesquelles les évaluations peuvent être réalisées et la possibilité de dispenser, en présentiel ou à distance, de nouvelles matières portant sur des compétences essentielles.

Il est de plus indiqué que, dans certaines sections dont la liste est établie par l'Institut, les évaluations sont obligatoires.

Art. 14. Au vu de la pandémie COVID-19 et des conséquences en découlant quant à l'organisation des cours (notamment la suspension/ l'organisation partielle des cours en présentiel ainsi que la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance), la planification des cours en années terminales de formation de chef d'entreprise a été impactée tout comme les périodes de réalisation des examens (tant en 1^{ère} qu'en 2^{ème} session).

Cet article précise, pour l'année de formation 2019-2020, les périodes d'organisation des examens.

Art. 15. En raison de la suspension des stages en années terminales de la formation de chef d'entreprise à la suite de la pandémie COVID-19, cet article prévoit la suppression de l'exigence, pour l'année de formation 2019-2020, d'une expérience pratique suffisante, pour être inscrit à l'examen C.

Art. 16. Cet article concerne l'organisation des examens C ainsi que la composition des commissions d'examens C pour les années terminales de la formation de chef d'entreprise pour l'année de formation 2019-2020.

Art. 17. Cet article précise que la réunion du conseil des formateurs et la réunion de la commission de tutelle pour les années terminales de formation de chef d'entreprise peuvent se tenir tant en présentiel qu'à distance.

Les périodes d'organisation des examens étant adaptées, les dates butoir pour la tenue de la réunion du Conseil des formateurs et de la réunion de la commission de tutelle sont également adaptées.

Art. 18. Au vu de la pandémie COVID-19 et des conséquences en découlant quant à l'organisation des cours (notamment la suspension/ l'organisation partielle des cours en présentiel ainsi que la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance), la planification des cours en cours de formation de chef d'entreprise a été impactée tout comme les périodes de réalisation des examens (tant en 1^{ère} qu'en 2^{ème} session).

Cet article précise, pour l'année de formation 2019-2020, les périodes d'organisation des examens.

Art. 19. En raison de la pandémie COVID-19, la dispense des cours en cours de formation de chef d'entreprise n'a pu être organisée comme initialement prévue à partir du 14 mars 2020.

Cet article précise donc les matières sur lesquelles les évaluations peuvent être réalisées et la possibilité de dispenser de nouvelles matières pour les cours à distance.

Art. 20. Cet article précise que la réunion du conseil des formateurs et la réunion de la commission de tutelle pour les années intermédiaires en formation de chef d'entreprise peuvent se tenir tant en présentiel qu'à distance.

Les périodes d'évaluation étant adaptées, les dates butoir pour la tenue de la réunion du Conseil des formateurs et de la réunion de la commission de tutelle sont également adaptées.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 21. Cet article précise que les cours peuvent être organisés à distance ou en présentiel dans le respect des mesures sanitaires requises.

Art. 22. Cet article précise concernant les cours en apprentissage que, pour l'année de formation 2019-2020, le centre de formation agréé va organiser en présentiel des cours complémentaires entre le 17 août et le 30 septembre 2020 portant sur les compétences essentielles déterminées par l'Institut pour permettre aux apprenants de poursuivre leur apprentissage dans les années suivantes ou de préparer leur examen C, dans le respect des mesures sanitaires requises.

Cet article prévoit également que, pour la 3^{ème} année d'apprentissage, les cours généraux sont maintenus à distance sauf pour les apprenants en difficulté, pour lesquels les cours sont dispensés en présentiel au centre de formation agréé.

Les cours professionnels et intégrés sont en reprise partielle en présentiel et à distance.

Art. 23. Cet article précise concernant les cours en formation de chef d'entreprise que, pour l'année de formation 2019-2020, le centre de formation agréé va organiser en présentiel des cours complémentaires entre le 17 août et le 30 septembre 2020 portant sur les compétences essentielles déterminées par l'Institut pour permettre aux auditeurs de poursuivre leur apprentissage dans les années suivantes ou de préparer leur examen C, dans le respect des mesures sanitaires requises.

Cet article prévoit également pour l'année terminale, les cours de gestion sont maintenus à distance sauf pour les auditeurs en difficulté, pour lesquels les cours sont dispensés en présentiel au centre de formation agréé.

Les cours professionnels et intégrés seront en reprise partielle en présentiel et à distance.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 24. Cet article indique que pour les conventions de stage le passage au barème supérieur ne peut être réalisé qu'après la décision du conseil des formateurs, lorsque l'année de formation 2019-2020 se termine au-delà du 30 septembre 2020.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 25. Cet article précise que les articles 5, 10, 13 et 19 ont vocation à être appliqués de manière rétroactive, au 14 mars 2020.

Les autres articles du présent arrêté entrent en vigueur dès sa publication au *Moniteur belge*.

Les articles du présent arrêté sont d'application jusqu'au 31 décembre 2020.

Avis du Conseil d'Etat n° 67.418/2 du 25 mai 2020
Section de législation

Le 15 mai 2020, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Président et Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences de la Région wallonne à communiquer un avis, dans un délai de cinq jours ouvrables, sur un projet d'arrêté du Gouvernement wallon 'portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du Réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19'.

Le projet a été examiné par la deuxième chambre le 25 mai 2020. La chambre était composée de Pierre Vandernoot, président de chambre, Patrick Ronvaux et Christine Horevoets, conseillers d'État, et Béatrice Drapier, greffier.

Le rapport a été présenté par Roger Wimmer, premier auditeur.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 25 mai 2020.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020; Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise, notamment, à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises qui ont dû suspendre les cours en présentiel;

Considérant qu'aujourd'hui les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel;

Considérant que l'Institut a assuré la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage;

Considérant la reprise des cours, de manière partielle en présentiel, à partir du 18 mai 2020, dans le respect des mesures sanitaires requises par le Conseil National de Sécurité;

Considérant l'arrivée prochaine du terme de l'année de formation et des évaluations y liées;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun apprenant ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire ».

Comme la demande d'avis est introduite sur la base de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation limite son examen au fondement juridique du projet, à la compétence de l'auteur de l'acte ainsi qu'à l'accomplissement des formalités préalables, conformément à l'article 84, § 3, des lois coordonnées précitées.

Sur ces trois points, le projet appelle les observations suivantes.

FORMALITÉS PRÉALABLES

L'avis du Conseil d'État est sollicité parallèlement à l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française.

Si, à la suite de cette dernière consultation, le projet devait être modifié sur des points autres que de pure forme et indépendants de ceux ayant fait l'objet d'observations dans le présent avis, il devrait à nouveau être soumis à la section de législation.

Observation générale

Plusieurs dispositions du projet se réfèrent aux « mesures sanitaires requises par le Conseil National de Sécurité ».

Ces mesures sont en réalité celles qui ont été coulées en forme réglementaire par l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 'portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19'.

C'est à cet arrêté ministériel et aux arrêtés qui, le cas échéant, le remplaceront qu'il y a lieu de se référer.

OBSERVATIONS PARTICULIÈRES

PRÉAMBULE

1. Le projet trouve son fondement juridique dans les articles 5, § 1^{er}, 4^o, et 8, § 1^{er}, 4^o, et § 2, 1^o, de l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne 'relatif à la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' et à la tutelle de l'Institut de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises', modifié par les avenants du 4 juin 2003 et du 27 mars 2014.

Au préambule, il convient dès lors d'adapter l'alinéa 2 et d'omettre les alinéas 1^{er} et 3.

2. Selon les articles 5, § 1^{er}, 4^o, et 8, § 1^{er}, 4^o, de l'accord de coopération précité, le Gouvernement wallon détermine les conditions d'organisation des cours, de l'évaluation continue et des examens sur avis conforme du Collège de la Commission communautaire française.

À l'alinéa 9 du préambule, les mots « l'avis du Collège » doivent dès lors être remplacés par les mots « l'avis conforme du Collège ».

3. L'alinéa 10 du préambule doit être complété par les mots « , en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973 ».

DISPOSITIF

Article 1^{er}

Au 1^o, il convient de remplacer les mots « visés par l'article 2, 10^o » par les mots « visés par l'article 2, 12^o ».

Article 4

L'article 4 est la seule disposition du projet se présentant comme modificative d'un arrêté existant.

Même s'il résulte de l'article 25 du projet que le 4^o inséré par l'article 4 à l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 'relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises' (ci-après : l'« arrêté évaluation ») disparaîtra de l'ordre juridique le 31 décembre 2020, il serait plus clair, à l'instar des autres dispositions du projet, de rédiger cet article 4 de manière autonome comme conférant au Centre de formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises la compétence d'organiser également l'évaluation de fin d'apprentissage pour « le candidat à l'alternance », outre les compétences qui lui sont attribuées par l'article 5, § 1^{er}, de l'arrêté évaluation.

La définition donnée à cette dernière notion par l'article 1^{er}, 5^o, du projet vaudra en conséquence pour l'article 4 ainsi conçu, ce qui ne serait pas le cas si le 4^o nouveau était inséré dans l'article 5, § 1^{er}, du décret évaluation, ainsi que l'envisage la disposition à l'examen.

Articles 5 et 10

1. L'article 5 prévoit que les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 6 de l'arrêté évaluation, en l'occurrence les évaluations de fin d'apprentissage, sont organisées sur les matières dispensées en présentiel jusqu'au 13 mars 2020. La même règle est formulée par l'article 10 en ce qui concerne les évaluations en cours d'apprentissage, telles qu'elles sont visées par l'article 16 de l'arrêté évaluation.

À partir du 18 mai 2020, de nouvelles matières peuvent être dispensées. Elles pourront faire l'objet d'évaluations sommatives pour ce qui concerne les matières portant sur des compétences essentielles déterminées par l'Institut lorsqu'il s'agit des évaluations de fin d'apprentissage tandis que les matières nouvelles données à distance ne pourront être évaluées lorsqu'il s'agit de matières données en cours d'apprentissage.

Les articles 5 et 10 du projet disposent de manière identique, en leur alinéa 2, que les évaluations visées par ces dispositions peuvent « être annulées moyennant l'accord de l'Institut ».

Or l'article 2 de l'arrêté évaluation, qui est commun aux évaluations en cours et en fin d'apprentissage, dispose que « l'Institut coordonne tant l'organisation de l'évaluation continue que celle de l'examen pour lequel il assure la surveillance pédagogique et administrative ».

Quant à l'article 3 du même arrêté, il prévoit que « le Centre [de formation permanente] organise aussi bien l'évaluation que l'examen et assure le bon déroulement de ceux-ci, leur régularité ainsi que l'application du plan d'organisation visé aux articles 11 et 32.

À la lecture des articles 5 et 10 du projet, compte tenu de ce que l'accord de l'Institut est requis, l'on peut déduire que ce sont les centres de formation agréés qui sont habilités à annuler les évaluations dont il est question dans ces dispositions.

Il s'agira de le préciser dans le dispositif.

2. Le dispositif devra également être complété pour fixer les conditions dans lesquelles les épreuves peuvent être annulées afin de garantir l'égalité entre les auditeurs.

En effet, alors qu'en principe, comme il ressort de l'article 2 précité, il revient à l'Institut de coordonner l'organisation de l'évaluation continue, de sorte qu'une uniformité est ainsi garantie entre les différents centres de formation agréés quant à ces évaluations, cette uniformité doit pouvoir également être garantie en cas d'annulation de ces épreuves.

3. Ces deux observations valent également pour les articles 13 et 19 du projet.

Article 5

Ainsi qu'il est exposé ci-avant dans l'observation formulée sous les articles 5 et 10, à partir du 18 mai 2020, de nouvelles matières peuvent être dispensées en fin d'apprentissage, en présentiel ou à distance, lorsqu'elles portent sur des compétences essentielles déterminées par l'Institut. Ces matières pourront faire l'objet d'évaluations sommatives.

Afin de garantir l'égalité entre les élèves, il s'agira de s'assurer que des mesures seront prises afin qu'ils puissent effectivement suivre les cours à distance dans de bonnes conditions d'apprentissage et que, si de telles mesures ne peuvent être prises, les cours puissent être dispensés en présentiel, dans le respect des conditions fixées par l'arrêté ministériel du 23 mars 2020.

La même observation vaut pour l'article 13 du projet.

Article 9

Il y a lieu de remplacer les mots « Le conseil de formateurs visé » par les mots « La réunion du conseil des formateurs visée ».

Une observation analogue vaut pour les articles 11, 12, 17, alinéa 1^{er}, et 20, alinéa 1^{er}.

Articles 22 et 23

L'alinéa 2 des articles 22 et 23 dispose que les cours qu'ils visent sont maintenus « à distance » sauf pour les apprenants ou auditeurs « en difficulté ».

Cette formulation ne permet pas de répondre clairement à la question de savoir si, pour les apprenants ou auditeurs en difficulté, le non maintien de ces cours implique que ces derniers ne leur sont pas dispensés ou s'ils leur sont dispensés en présentiel.

Le dispositif sera clarifié sur ce point afin d'éviter toute difficulté d'interprétation et d'application.

Article 22

À l'alinéa 1^{er}, il convient de remplacer les mots « examen pratique de fin de stade » par les mots « examen C » (voir en ce sens l'article 23, alinéa 1^{er}, du projet).

Articles 25 et 26

1. Les articles 25, alinéa 1^{er}, et 26 prévoient respectivement que les articles 2 à 23 produisent leurs effets au 18 mai 2020 et que l'article 24 produit ses effets au 14 mars 2020.

2. Il est rappelé que la non-rétroactivité des actes administratifs est de règle, en vertu d'un principe général de droit. La rétroactivité peut toutefois être justifiée si elle est autorisée par la loi. En l'absence d'autorisation légale, elle ne peut être admise qu'à titre exceptionnel, lorsqu'elle est nécessaire, notamment, à la continuité du service public ou à la régularisation d'une situation de fait ou de droit et pour autant qu'elle respecte les exigences de la sécurité juridique et les droits individuels.

Pour ce qui concerne les articles 2 à 23, seuls les articles 5, 10, 13 et 19, en ce qu'ils prévoient que des nouvelles matières peuvent être dispensées à partir du 18 mai 2020, ont vocation à être appliquées de manière rétroactive.

L'auteur du texte doit s'assurer que la justification de la rétroactivité pour ces dispositions entre dans l'une des hypothèses mentionnées ci-avant.

3. Par ailleurs, il est inutile de faire rétroagir l'article 24 au 14 mars 2020.

En effet, conformément à l'article 13, § 2, alinéa 4, de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 'relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises', auquel l'article 24 du projet entend déroger, la progression de l'allocation mensuelle minimale ne prend cours que le 1^{er} août précédant l'entrée dans l'année supérieure.

4. Il résulte des observations qui précèdent qu'il convient d'adapter l'article 25 et d'omettre l'article 26.

OBSERVATIONS FINALES

1. À la fin du dispositif, il convient d'insérer un nouvel article, rédigé de la manière suivante :

« Le ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté ».

2. Le rapport au Gouvernement, après quelques considérations introductives à caractère général, ne comporte pas de commentaire des articles du projet, se limitant à en reproduire le texte.

Le rapport au Gouvernement sera complété par un commentaire de chaque article.

Le Greffier,
B. Drapier
Le Président,
Pierre Vandernoot

19 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives à l'organisation de l'évaluation continue, aux examens et aux cours ainsi qu'aux conventions de stage du réseau IFAPME pour l'année de formation 2019-2020 en raison du COVID-19

Le Gouvernement wallon,

Vu l'accord de coopération conclu le 20 février 1995 par la Commission communautaire française, la Communauté française et la Région wallonne, relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, modifié par les avenants du 4 juin 2003 et du 27 mars 2014;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente des Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

Vu le rapport du 11 mai 2020 établi conformément à l'article 3, 2^o, du décret du 11 avril 2014 visant à la mise en œuvre des résolutions de la Conférence des Nations unies sur les femmes à Pékin de septembre 1995 et intégrant la dimension du genre dans l'ensemble des politiques régionales;

Vu l'avis favorable du Comité de gestion de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises, donné le 5 mai 2020 à la suite d'une consultation électronique;

Vu l'avis conforme du Collège de la Commission communautaire française, donné le 20 mai 2020, en application des articles 5, § 1^{er}, 4^o, et 8, § 1^{er}, 4^o, de l'accord de coopération relatif à la formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises et à la tutelle de l'Institut de Formation permanente pour les Classes moyennes et les petites et moyennes entreprises, conclu le 20 février 1995;

Vu l'avis du Conseil d'Etat n°67.418/2 du 25 mai 2020, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973.

Vu l'urgence, motivée comme suit :

Considérant la qualification de l'OMS du coronavirus COVID-19 comme une pandémie en date du 11 mars 2020;

Considérant la déclaration de l'OMS sur les caractéristiques du coronavirus COVID-19, en particulier sur sa forte contagiosité, son risque de mortalité et le nombre de cas détectés;

Considérant la propagation du coronavirus COVID-19 sur le territoire européen et en Belgique;

Considérant l'urgence et le risque sanitaire que présente le coronavirus COVID-19 pour la population belge;

Considérant l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 qui vise, notamment à restreindre les déplacements et à limiter les contacts sociaux;

Considérant l'impact de la crise sanitaire sur les centres agréés de formation de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises qui ont dû suspendre les cours en présentiel;

Considérant qu'aujourd'hui les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel;

Considérant que l'Institut a assuré la continuité du service par la mise en place d'un dispositif de formation et de suivi à distance dans les centres agréés de formation afin d'assurer la continuité de l'apprentissage;

Considérant la reprise des cours, de manière partielle en présentiel, à partir du 18 mai 2020, dans le respect des mesures sanitaires visées dans l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 susmentionné;

Considérant l'arrivée prochaine du terme de l'année de formation et des évaluations y liées;

Considérant qu'il convient de garantir le principe d'égalité, de préserver la sécurité juridique et de prendre des mesures qui visent à ce qu'aucun apprenant ne soit entravé ni dans l'exercice de ses droits ni dans l'accomplissement de ses obligations du fait des impacts de la crise sanitaire;

Sur proposition du Ministre de l'IFAPME;

Après délibération,

Arrête :

CHAPITRE I^{er}. — Définitions

Article 1^{er}. Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « centres de formation agréés » : les centres de formation visés par l'article 2, 12°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

2° « arrêté évaluation » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

3° « arrêté cours » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

4° « Institut » : l'Institut créé en vertu du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

5° « candidat à l'alternance » : apprenant qui suit les cours de connaissances générales et les cours de connaissances professionnelles ou qui suit les cours de connaissances intégrées en centre de formation agréé et qui est en recherche de la conclusion d'un contrat d'alternance;

6° « compétences essentielles » : compétences qui doivent être acquises par tout apprenant pour lui permettre, dans une finalité d'insertion professionnelle, de poursuivre sa formation ou d'acquérir la maîtrise minimale des acquis d'apprentissage;

7° « arrêté convention de stage » : l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises;

8° « mesures sanitaires requises » : mesures prévues dans l'arrêté ministériel du 23 mars 2020 portant des mesures d'urgence pour limiter la propagation du coronavirus COVID-19 ou dans tout autre arrêté s'y substituant.

CHAPITRE II. — Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif à l'évaluation continue et aux examens dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises

Art. 2. Pour l'année de formation 2019-2020, l'auditeur régulier visé à l'article 1, 6°, de l'arrêté évaluation est l'auditeur qui a suivi au moins 2/3 des leçons organisées jusqu'au 13 mars 2020.

Art. 3. Les examens visés à l'article 4, alinéa 2, de l'arrêté évaluation peuvent être organisés à distance.

L'organisation des examens au centre de formation agréé se fait dans le respect des mesures sanitaires requises.

Art. 4. L'article 5, paragraphe 1, de l'arrêté évaluation est remplacé par ce qui suit :

« § 1^{er}. Le Centre organise l'évaluation de fin d'apprentissage pour :

1° l'apprenant engagé dans les liens d'un contrat d'alternance. L'évaluation a lieu pendant l'année au cours de laquelle le contrat d'alternance prend fin;

2° l'auditeur régulier inscrit aux cours d'apprentissage qui, sans remplir la condition mentionnée au 1°, suit une formation pratique équivalente à celle du contrat d'alternance. L'évaluation est effectuée pendant l'année au cours de laquelle cette formation se termine;

3° l'auditeur régulier ajourné qui introduit une demande écrite au Centre avant le 31 janvier de l'année de l'évaluation;

4° le candidat à l'alternance tel que visé à l'article 1^{er}, 5°, du présent arrêté. ».

Art. 5. Les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 6 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel jusqu'au 13 mars 2020. De nouvelles matières portant sur des compétences essentielles déterminées par l'Institut peuvent être dispensées, en présentiel ou à distance, et des évaluations sommatives peuvent être organisées les concernant.

En cas de cours à distance, le centre de formation agréé met en place les mesures qui garantissent l'accès à ces cours à tous les apprenants concernés.

Art. 6. Par dérogation à l'article 7 de l'arrêté évaluation :

a) les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020;

b) la session pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se tiennent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 novembre 2020.

Art. 7. Par dérogation à l'article 8, § 2, de l'arrêté évaluation, le centre de formation agréé inscrit à l'examen C :

1° l'auditeur régulier inscrit en dernière année de formation;

2° l'auditeur régulier visé à l'article 5, § 1^{er}, 3° de l'arrêté évaluation;

3° le candidat à l'alternance qui a suivi au moins 2/3 des leçons organisées jusqu'au 13 mars 2020.

Art. 8. Pour l'année de formation 2019-2020, la composition des commissions des examens C visée à l'article 10 de l'arrêté évaluation peut être adaptée par l'Institut.

Les examens C sont organisés conformément aux référentiels de formation ou moyennant des adaptations requises par l'Institut et résultant de la suspension ou l'annulation des cours voire du respect des mesures sanitaires requises.

Art. 9. La réunion du conseil des formateurs visée à l'article 13 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance. Concernant la sanction de la formation, il décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'apprenant.

Après le conseil des formateurs visé à l'alinéa ci-avant, la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se réunit en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2020.

Art. 10. Les évaluations des connaissances générales, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 16 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel jusqu'au 13 mars 2020. Les cours dispensés à distance peuvent comprendre de nouvelles matières mais celles-ci ne peuvent être évaluées.

En cas de cours à distance, le centre de formation agréé met en place les mesures qui garantissent l'accès à ces cours à tous les apprenants concernés.

Par dérogation à l'article 16 de l'arrêté évaluation, les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Art. 11. La réunion du conseil des formateurs visée à l'article 18 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance.

Il décide soit de l'admission de l'apprenant dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit de son refus de passage dans l'année supérieure sur base d'un avis motivé détaillé.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2020.

Art. 12. La réunion de la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance.

Par dérogation à cette même disposition, elle se réunit au plus tard le 15 décembre 2020.

Art. 13. Les évaluations des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 27 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel jusqu'au 13 mars 2020. De nouvelles matières portant sur des compétences essentielles déterminées par l'Institut peuvent être dispensées, en présentiel ou à distance, et des évaluations sommatives peuvent être organisées les concernant.

En cas de cours à distance, le centre de formation agréé met en place les mesures qui garantissent l'accès à ces cours à tous les auditeurs concernés.

Dans certaines sections dont la liste est établie par l'Institut, les évaluations sont obligatoires.

Art. 14. Par dérogation à l'article 28 de l'arrêté évaluation :

a) les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020;

b) la session pour les examens C et les évaluations des Unités d'acquis d'apprentissage se tiennent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 novembre 2020.

Art. 15. Par dérogation à l'article 29, § 2, de l'arrêté évaluation, en raison de la suspension des stages suite à la crise du COVID-19, pour l'année de formation 2019-2020, le centre de formation agréé peut inscrire l'auditeur à l'examen C sans aucune exigence quant à une expérience pratique suffisante.

Art. 16. Pour l'année de formation 2019-2020, la composition des commissions des examens C visée à l'article 31 de l'arrêté évaluation peut être adaptée par l'Institut.

Les examens C sont organisés conformément aux référentiels de formation ou moyennant des adaptations requises par l'Institut et résultant de la suspension ou l'annulation des cours voire du respect des mesures sanitaires requises.

Art. 17. La réunion du conseil des formateurs visée à l'article 34 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance. Concernant la sanction de la formation, il décide soit de la réussite, soit de la seconde session, soit, sur base d'un avis motivé détaillé, de l'échec de l'apprenant.

Après le conseil des formateurs visé à l'alinéa ci-avant, la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se réunit en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2020.

Art. 18. Par dérogation à l'article 36 de l'arrêté évaluation, les première et seconde sessions pour les examens A, B et I se déroulent entre le 1^{er} juin 2020 et le 30 septembre 2020.

Art. 19. Les évaluations des connaissances de gestion, des connaissances professionnelles et des connaissances intégrées visées à l'article 37 de l'arrêté évaluation sont organisées sur les matières dispensées en présentiel jusqu'au 13 mars 2020. Les cours dispensés à distance peuvent comprendre de nouvelles matières mais celles-ci ne peuvent être évaluées.

En cas de cours à distance, le centre de formation agréé met en place les mesures qui garantissent l'accès à ces cours à tous les auditeurs concernés.

Dans certaines sections dont la liste est établie par l'Institut, les évaluations sont obligatoires.

Art. 20. La réunion du conseil des formateurs visée à l'article 40 de l'arrêté évaluation se tient en présentiel ou à distance.

Il décide soit de l'admission de l'apprenant dans l'année supérieure, avec recommandation ou non, soit de son refus de passage dans l'année supérieure sur base d'un avis motivé détaillé.

Il se réunit au plus tard le 30 novembre 2020.

Après le conseil des formateurs visé à l'alinéa ci-avant, la commission de tutelle visée à l'article 19 de l'arrêté évaluation se réunit en présentiel ou à distance et ce, au plus tard le 15 décembre 2020.

CHAPITRE III. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 31 août 2000 relatif aux cours de formation dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 21. Les cours visés dans l'arrêté cours peuvent être organisés à distance ou en présentiel.

L'organisation des cours au centre de formation agréé se fait dans le respect des mesures sanitaires requises.

Art. 22. Dans le respect des mesures sanitaires requises, pour l'année de formation 2019-2020 et concernant les cours en apprentissage, le centre de formation agréé organise en présentiel des cours complémentaires entre le 17 août et le 30 septembre 2020 portant sur les compétences essentielles déterminées par l'Institut et ce, pour permettre aux apprenants de poursuivre leur apprentissage dans les années suivantes ou de préparer leur examen C.

Pour la 3^{ème} année d'apprentissage, les cours généraux sont maintenus à distance sauf pour les apprenants en difficulté, pour lesquels les cours sont dispensés en présentiel au centre de formation agréé.

Les cours professionnels et intégrés seront en reprise partielle en présentiel et à distance.

Art. 23. Dans le respect des mesures sanitaires requises, pour l'année de formation 2019-2020 et concernant les cours en formation de chef d'entreprise, le centre de formation agréé organise en présentiel des cours complémentaires entre le 17 août et le 30 septembre 2020 portant sur les compétences essentielles déterminées par l'Institut et ce, pour permettre aux auditeurs de poursuivre leur apprentissage ou de préparer leur examen C.

Pour l'année terminale, les cours de gestion sont maintenus à distance sauf pour les auditeurs en difficulté, pour lesquels les cours sont dispensés en présentiel au centre de formation agréé.

Les cours professionnels et intégrés seront en reprise partielle en présentiel et à distance.

CHAPITRE IV. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 juillet 1998 relatif à la convention de stage dans la formation permanente pour les classes moyennes et les petites et moyennes entreprises*

Art. 24. Par dérogation à l'article 13, § 2, de l'arrêté convention de stage, lorsque l'année de formation 2019-2020 se termine au-delà du 30 septembre 2020, le passage au barème supérieur ne peut être réalisé qu'après la décision du conseil des formateurs.

CHAPITRE V. — *Entrée en vigueur*

Art. 25. Le présent arrêté entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*, à l'exception des articles 5, 10, 13 et 19 qui produisent leurs effets au 14 mars 2020 jusqu'au 31 décembre 2020.

Art. 26. Le Ministre qui a la formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 19 juin 2020.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre de l'Économie, du Commerce extérieur, de la Recherche et de l'Innovation, du Numérique, de l'Aménagement du territoire, de l'Agriculture, de l'IFAPME et des Centres de compétences,
W. BORSUS

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[2020/202922]

19 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19

Verslag aan de Regering en artikelsgewijze bespreking

HOOFDSTUK I. — *Begripsomschrijvingen*

Artikel 1. In dat artikel worden verschillende definities gegeven om de reikwijdte van het besluit te helpen begrijpen.

Artikel 1, 1^o

De opleidingscentra van het IFAPME-net, in het besluit "erkende opleidingscentra" genoemd, zijn opgericht als een vereniging zonder winstoogmerk en moeten, om te worden erkend als onderdeel van het IFAPME-net, een voorafgaande erkenning hebben gekregen.

Artikel 1, 2^o tot 4^o

Dat artikel behoeft geen bijzondere bespreking.

Artikel 1 5^o

Dat artikel voert het begrip "kandidaat voor een alternerende opleiding" in, dat betrekking heeft op de leerling die cursussen volgt (ofwel algemene kennis en beroepskennis of geïntegreerde kennis) en die een contract alternerend leren wenst te sluiten.

Artikel 1, 6^o

Dat artikel voert het begrip "essentiële vaardigheden" in, dat de vaardigheden beoogt die met het oog op de professionele integratie door elke leerling moeten worden verworven om zijn opleiding te kunnen voortzetten of om een minimumniveau van beheersing van de leerresultaten te verwerven.

Artikel 1, 7^o

Dit artikel behoeft geen verdere bespreking.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 2. Voor elk opleidingsjaar worden examens en proeven georganiseerd door de erkende opleidingscentra voor regelmatige cursussen, namelijk cursussen die ten minste twee derde van de tijdens het opleidingsjaar georganiseerde lessen daadwerkelijk hebben gevolgd.

Gelet op de COVID-19-pandemie en de gevolgen daarvan voor de organisatie van de cursussen (met name de opschorting/gedeeltelijke organisatie van face-to-face cursussen en de invoering van een voorziening van afstandsonderwijs en -opvolging), moest het begrip "regelmatige cursist" voor het opleidingsjaar 2019-2020 worden verduidelijkt en betreft het de cursist die ten minste twee derde van de tot 13 maart 2020 georganiseerde lessen heeft gevolgd.

Art. 3. Dat artikel bepaalt de mogelijkheid voor erkende opleidingscentra om afstandsexamens te organiseren.

Art. 4. Dat artikel wijzigt het evaluatie-besluit in die zin dat het de erkende opleidingscentra de bevoegdheid geeft om de eindeleertijdsevaluatie te organiseren voor elke kandidaat voor een alternerende opleiding.

Art. 5. Als gevolg van de COVID-19-pandemie kon voor de laatste jaren van het leerproces geen cursus worden georganiseerd zoals oorspronkelijk gepland vanaf 14 maart 2020.

In dat artikel worden daarom de vakken gespecificeerd waarover evaluaties kunnen worden uitgevoerd en de mogelijkheid om, face-tot-face of door middel van afstandsonderwijs, nieuwe vakken op het gebied van essentiële vaardigheden te verstrekken.

Art. 6. Gelet op de COVID-19-pandemie en de gevolgen daarvan voor de organisatie van de cursussen (met name de opschorting/gedeeltelijke organisatie van face-to-face cursussen en de invoering van een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging) zijn de cursusplanning voor de laatste leerjaren en de examenperiodes (zowel voor de eerste als voor de tweede zitting) beïnvloed.

Dat artikel bepaalt de periodes voor de organisatie van de examens voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 7. In dat artikel worden de leerlingen gespecificeerd die door het erkende opleidingscentrum worden ingeschreven voor het C-examen aan het einde van het leerproces.

Art. 8. Dat artikel betreft de organisatie van de C-examens aan het einde van het leerproces en de samenstelling van de C-examencommissie voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 9. Dat artikel bepaalt dat de vergadering van de vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie aan het einde van het leerproces zowel face-to-face als op afstand kunnen plaatsvinden.

Aangezien de periodes voor de organisatie van de examens zijn aangepast, worden de uiterste data voor het houden van de vergadering van de Raad van vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie ook aangepast.

Art. 10. Gelet op de COVID-19-pandemie en de gevolgen daarvan voor de organisatie van de cursussen (met name de opschorting/gedeeltelijke organisatie van face-to-face cursussen en de invoering van een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging) zijn de cursusplanning voor de leercursussen en de examenperiodes (zowel voor de eerste als voor de tweede zitting) beïnvloed.

In dat artikel worden daarom de vakken gespecificeerd waarover evaluaties kunnen worden uitgevoerd en de mogelijkheid om nieuwe vakken voor afstandscursussen te verstrekken.

Dat artikel bepaalt de periodes voor de organisatie van de examens voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 11. Dat artikel bepaalt dat de vergadering van de vormingswerkers aan het einde van het leerproces zowel face-to-face als op afstand kan worden gehouden.

Aangezien de periodes voor de organisatie van de examens zijn aangepast, wordt ook de uiterste datum voor het houden van de vergadering van de Raad van vormingswerkers aangepast.

Art. 12. Dat artikel bepaalt dat de vergadering van de toezichthoudende commissie aan het einde van het leerproces zowel face-to-face als op afstand kan gehouden worden.

Aangezien de periodes voor de organisatie van de examens zijn aangepast, wordt de uiterste datum voor het houden van de vergadering van de toezichthoudende commissie ook aangepast.

Art. 13. Als gevolg van de COVID-19-pandemie is het niet mogelijk geweest om de cursussen tot ondernemingshoofd voor de laatste jaren van de opleiding te organiseren zoals oorspronkelijk gepland.

In dat artikel worden daarom de vakken gespecificeerd waarover evaluaties kunnen worden uitgevoerd en de mogelijkheid om, face-tot-face of door middel van afstandsonderwijs, nieuwe vakken op het gebied van essentiële vaardigheden te verstrekken.

Voorts wordt aangegeven dat in sommige afdelingen waarvan de lijst door het Instituut vastgesteld wordt, de evaluaties zijn verplicht.

Art. 14. Gelet op de COVID-19-pandemie en de gevolgen daarvan voor de organisatie van de cursussen (met name de opschorting/gedeeltelijke organisatie van face-to-face cursussen en de invoering van een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging) zijn de cursusplanning voor de laatste jaren van de opleiding tot ondernemingshoofd en de examenperiodes (zowel voor de eerste als voor de tweede zitting) beïnvloed.

Dat artikel bepaalt de periodes voor de organisatie van de examens voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 15. Vanwege de opschorting van de stages in de laatste jaren van de opleiding tot ondernemingshoofd na de COVID-19-pandemie, voorziet dat artikel in het schrappen van de eis om voor het opleidingsjaar 2019-2020 voldoende praktijkervaring op te doen om te worden ingeschreven voor het C-examen.

Art. 16. Dat artikel betreft de organisatie van de C-examens en de samenstelling van de C-examencommissies voor de laatste jaren van de opleiding tot ondernemingshoofd voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 17. Dat artikel bepaalt dat de vergadering van de vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie voor de laatste jaren van de opleiding tot ondernemingshoofd zowel face-to-face als op afstand kunnen gehouden worden.

Aangezien de periodes voor de organisatie van de examens zijn aangepast, worden ook de uiterste data voor het houden van de vergadering van de Raad van vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie aangepast.

Art. 18. Gelet op de COVID-19-pandemie en de gevolgen daarvan voor de organisatie van de cursussen (met name de opschorting/gedeeltelijke organisatie van face-to-face cursussen en de invoering van een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging) zijn de cursusplanning voor de opleiding tot ondernemingshoofd en de examenperiodes (zowel voor de eerste als voor de tweede zitting) beïnvloed.

Dat artikel bepaalt de periodes voor de organisatie van de examens voor het opleidingsjaar 2019-2020.

Art. 19. Als gevolg van de COVID-19-pandemie is het niet mogelijk geweest om de opleidingen tot ondernemingshoofd te organiseren zoals aanvankelijk gepland vanaf 14 maart 2020.

In dat artikel worden daarom de vakken gespecificeerd waarover evaluaties kunnen worden uitgevoerd en de mogelijkheid om nieuwe vakken voor afstandscursussen te verstrekken.

Art. 20. Dat artikel bepaalt dat de vergadering van de vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie voor de tussenliggende jaren van de opleiding tot ondernemingshoofd zowel face-to-face als op afstand kunnen worden gehouden.

Aangezien de evaluatieperiodes zijn aangepast, worden de uiterste data voor het houden van de vergadering van de Raad van vormingswerkers en de vergadering van de toezichthoudende commissie ook aangepast.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Art. 21. Dat artikel bepaalt dat de cursussen op afstand of face-to-face kunnen worden georganiseerd met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Art. 22. Dat artikel bepaalt dat met betrekking tot de leercursussen, het erkende opleidingscentrum voor het opleidingsjaar 2019-2020 tussen 17 augustus en 30 september 2020 aanvullende face-to-face cursussen zal organiseren over de door het instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, om de leerlingen in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of zich voor te bereiden op hun C-examen, met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

In dat artikel wordt ook vastgesteld dat voor het derde leerjaar, de algemene cursussen op afstand worden gehandhaafd, behalve voor leerlingen met moeilijkheden, voor wie de cursussen face-to-face worden gegeven in het erkende opleidingscentrum.

De cursussen beroepskennis en geïntegreerde kennis zullen gedeeltelijk face-to-face en op afstand worden gegeven.

Art. 23. Met betrekking tot de opleidingen tot ondernemingshoofd bepaalt dat artikel dat het erkende opleidingscentrum voor het opleidingsjaar 2019-2020 tussen 17 augustus en 30 september 2020 aanvullende face-to-face cursussen zal organiseren over de door het instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, om de cursisten in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of zich voor te bereiden op hun C-examen, met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Dat artikel bepaalt ook dat voor het laatste leerjaar, de beheerscursussen op afstand worden gehandhaafd, behalve voor cursisten met moeilijkheden, voor wie de cursussen face-to-face worden gegeven in het erkende opleidingscentrum.

De cursussen beroepskennis en geïntegreerde kennis zullen gedeeltelijk face-to-face en op afstand worden gegeven.

HOOFDSTUK IV. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Art. 24. In dat artikel wordt bepaald dat voor de stageovereenkomsten, de overgang naar de hogere schaal pas kan worden gemaakt na de beslissing van de raad van vormingswerkers wanneer het opleidingsjaar 2019-2020 na 30 september 2020 afloopt.

HOOFDSTUK V. — Inwerkingtreding

Art. 25. Dat artikel bepaalt dat de artikelen 5, 10, 13 en 19 van aard zijn om met terugwerkende kracht op 14 maart 2020 toegepast te worden.

De andere artikelen van dit besluit treden in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

De artikelen van dit besluit zijn van toepassing tot 31 december 2020.

Advies van de Raad van State nr. 67.418/2 van 25 juni 2020 Afdeling Wetgeving

Op 15 mei 2020 werd de Raad van State, afdeling wetgeving, door de Vice-Minister-President van de Waalse Regering en Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën, Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra van het Waalse Gewest verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen advies uit te brengen over een ontwerp-besluit van de Waalse Regering 'betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19'.

Het ontwerp werd door de tweede kamer onderzocht op 25 juni 2020. De kamer was samengesteld uit Pierre Vandernoot, voorzitter van de kamer, Patrick Ronvaux en Christine Horevoets, Staatsraden, en Béatrice Drapier, griffier. Verslag werd uitgebracht door Roger Wimmer, eerste auditeur.

Het advies met onderstaande tekst werd uitgebracht op 25 mei 2020.

*

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3^o, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, dienen in de adviesaanvraag in het bijzonder de motieven te worden opgegeven die het dringend karakter verantwoorden. Het schrijven luidt als volgt:

"Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO over de kenmerken van het coronavirus COVID-19, met name de hoge besmettelijkheid, het mortaliteitsrisico en het aantal opgespoorde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, dat met name tot doel heeft de verplaatsingen en de sociale contacten te beperken;

Gelet op de impact van de gezondheids crisis op de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation et alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" die hun face-to-face opleidingen hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat opleidingsactiviteiten vandaag uitsluitend op basis van face-to-face leerprocessen worden georganiseerd en gesubsidieerd;

Overwegende dat het Instituut de continuïteit van de dienstverlening heeft gewaarborgd door in de erkende opleidingscentra een voorziening van afstandsopleiding en -opvolging op te zetten;

Gelet op de gedeeltelijke hervatting van de face-to-face cursussen vanaf 18 mei 2020, met inachtneming van de gezondheidsmaatregelen vereist door de Nationale Veiligheidsraad;

Gelet op het feit dat het einde van het opleidingsjaar en de daarmee samenhangende evaluaties binnenkort zullen aflopen;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel en de rechtszekerheid moeten worden gewaarborgd en dat maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat geen enkele leerling belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheids crisis".

Daar de adviesaanvraag is ingediend op grond van artikel 84, § 1, lid 1, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, beperkt de afdeling wetgeving haar onderzoek tot de rechtsgrond van het ontwerp, tot de bevoegdheid van de steller van de akte en tot het voltooien van de voorafgaandelijke vormvereisten, overeenkomstig artikel 84, § 3, van voornoemde gecoördineerde wetten.

Op deze drie punten geeft het ontwerp aanleiding tot volgende bemerkingen.

VOORAFGAANDE VORMVEREISTEN

Het advies van de Raad van State wordt gelijktijdig met het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie gevraagd.

Indien het ontwerp als gevolg van deze laatste raadpleging op andere punten dan de louter formele en los van de in dit advies behandelde punten zou worden gewijzigd, zou het opnieuw aan de afdeling Wetgeving moeten worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKING

Verscheidene bepalingen van het ontwerp verwijzen naar "de gezondheidsmaatregelen die door de Nationale Veiligheidsraad zijn vereist".

Deze maatregelen zijn in feite de maatregelen die in formele vorm zijn gegoten bij het ministerieel besluit van 23 maart 2020 'houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken'.

Het is aan dit ministerieel besluit en aan de besluiten die het in voorkomend geval zullen vervangen, dat deze verwijzing moet worden gemaakt.

BIJZONDERE OPMERKINGEN

AANHEF

1. Het ontwerp vindt rechtsgrond in de artikelen 5, § 1, 4°, en 8, § 1, 4°, en § 2, 1°, van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voogdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de aanhangsels van 4 juni 2003 en 27 maart 2014.

In de aanhef moet daarom lid 2 worden aangepast en moeten de leden 1 en 3 worden weggelaten.

2. Volgens de artikelen 5, § 1, 4°, en 8, § 1, 4°, van voormeld samenwerkingsakkoord bepaalt de Waalse Regering de voorwaarden voor de organisatie van de cursussen, de doorlopende evaluatie en de examens op eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

In lid 9 van de aanhef moeten, in de Franse ontwerpversie, de woorden "l'avis du Collège" worden vervangen door de woorden "l'avis conforme du Collège".

3. Lid 10 van de aanhef moet worden aangevuld met de woorden "overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973".

BESCHIKKEND GEDEELTE

Artikel 1

In 1° moeten, in de Franse ontwerpversie, de woorden "visés par l'article 2, 10°" vervangen worden door de woorden "visés par l'article 2, 12°".

Artikel 4

Artikel 4 is de enige bepaling van het ontwerp die beoogt een bestaand besluit te wijzigen.

Ook al volgt uit artikel 25 van het ontwerp dat punt 4° ingevoegd bij artikel 4 in artikel 5, § 1, van het besluit van de Waalse regering van 31 augustus 2000 "betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen" (hierna: het "evaluatie-besluit"), op 31 december 2020 uit het rechtsstelsel zal verdwijnen, zou het duidelijker zijn om, net als de andere bepalingen van het ontwerp, artikel 4 autonoom op te stellen en het Centrum voor de permanente vorming voor de Middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen de bevoegdheid te geven om ook de eindeleertijdsevaluatie voor "kandidaten voor een alternerende opleiding" te organiseren, naast de bevoegdheden die bedoeld Centrum heeft krachtens artikel 5, § 1, van het evaluatie-besluit.

De definitie die aan dit laatste begrip wordt gegeven bij artikel 1, 5°, van het ontwerp zal bijgevolg gelden voor het aldus ontworpen artikel 4, wat niet het geval zou zijn indien het nieuwe punt 4° zou worden ingevoegd in artikel 5, § 1, van het evaluatie-besluit, zoals voorzien in de betrokken bepaling.

Artikelen 5 en 10

1. Artikel 5 bepaalt dat de evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 6 van het evaluatie-besluit, namelijk de eindeleertijdsevaluatie worden georganiseerd over de vakken die tot 13 maart 2020 face-to-face werden verstrekt. Dezelfde regel is geformuleerd in artikel 10 met betrekking de evaluaties tijdens het leerproces, zoals bedoeld in artikel 16 van het evaluatie-besluit.

Vanaf 18 mei 2020 kunnen nieuwe vakken verstrekt worden. Ze kunnen het voorwerp uitmaken van summatieve evaluaties voor wat betreft de vakken die betrekking hebben op door het Instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, als het gaat om de eindeleertijdsevaluaties terwijl de nieuwe vakken die op afstand worden gegeven, niet kunnen worden geëvalueerd als het gaat om vakken gegeven tijdens het leerproces.

In de artikelen 5 en 10 van het ontwerp wordt in lid 2 bepaald dat de in deze bepalingen bedoelde evaluaties "met instemming van het Instituut" kunnen worden geannuleerd.

Artikel 2 van het evaluatie-besluit, dat gemeenschappelijk is voor lopende evaluaties en voor eindeleertijdsevaluaties, bepaalt echter dat "het Instituut zowel de organisatie van de doorlopende evaluatie als die van het examen waarvoor het pedagogisch en administratief toezicht uitoefent, coördineert".

In artikel 3 van hetzelfde besluit wordt bepaald dat "het Centrum voor [permanente vorming] zowel de evaluatie als het examen organiseert en toeziet op het goede verloop daarvan, de regelmatigheid ervan en de toepassing van het in de artikelen 11 en 32 bedoelde organisatieschema".

Bij lezing van de artikelen 5 en 10 van het ontwerp kan, aangezien de instemming van het Instituut vereist is, worden afgeleid dat het de erkende opleidingscentra zijn die het recht hebben om de in deze bepalingen bedoelde evaluaties te annuleren.

Dit zal duidelijk moeten worden gemaakt in het beschikkend gedeelte.

2. Het beschikkend gedeelte zal ook moeten worden aangevuld om de voorwaarden vast te stellen waaronder de proeven kunnen worden geannuleerd, teneinde de gelijkheid tussen de cursisten te garanderen.

Hoewel het in principe, zoals duidelijk blijkt uit artikel 2, de taak van het Instituut is om de organisatie van de doorlopende evaluatie te coördineren, zodat de uniformiteit tussen de verschillende erkende opleidingscentra op het gebied van dergelijke evaluaties wordt gewaarborgd, moet deze uniformiteit ook kunnen worden gewaarborgd in geval van annulering van de proeven.

3. Deze twee opmerkingen gelden ook voor de artikelen 13 en 19 van het ontwerp.

Artikel 5

Zoals hierboven in de toelichting bij de artikelen 5 en 10 is uiteengezet, kunnen vanaf 18 mei 2020 nieuwe vakken aan het einde van het leerproces, hetzij face-to-face, hetzij op afstand, worden gegeven wanneer zij betrekking hebben op essentiële vaardigheden die door het Instituut zijn vastgesteld. Deze vakken kunnen het voorwerp uitmaken van summatieve evaluaties.

Om de gelijkheid tussen de leerlingen te garanderen, moet ervoor worden gezorgd dat er maatregelen worden genomen om ervoor te zorgen dat zij effectief en onder goede leeromstandigheden cursussen op afstand kunnen volgen en dat de cursussen, indien dergelijke maatregelen niet kunnen worden genomen, face-to-face kunnen worden gegeven, met inachtneming van de voorwaarden die zijn vastgesteld bij het ministerieel besluit van 23 maart 2020.

Dezelfde opmerking geldt voor artikel 13 van het ontwerp.

Artikel 9

In de Franse ontwerpversie moeten de woorden " Le conseil de formateurs visé " worden vervangen door de woorden " La réunion du conseil des formateurs visée ".

Een soortgelijke opmerking geldt voor de artikelen 11, 12, 17, eerste lid, en 20, eerste lid.

Artikelen 22 en 23

Het tweede lid van de artikelen 22 en 23 bepaalt dat de cursussen waarnaar zij verwijzen "op afstand" worden gehandhaafd, behalve voor leerlingen of cursisten "met moeilijkheden".

Deze formulering geeft geen duidelijk antwoord op de vraag of de niet-handhaving van deze cursussen voor leerlingen of cursisten met moeilijkheden betekent dat ze niet worden gegeven of dat ze face-to-face worden gegeven.

Het beschikkend gedeelte zal op dit punt worden verduidelijkt om interpretatie- en toepassingsproblemen te voorkomen.

Artikel 22

In het eerste lid van de Franse ontwerpversie moeten de woorden " examen pratique de fin de stade " worden vervangen door de woorden " examen C " (zie in die zin artikel 23, eerste lid, van het ontwerp).

Artikelen 25 en 26

1. In artikel 25, lid 1, en artikel 26 wordt bepaald dat de artikelen 2 tot en met 23 uitwerking hebben op 18 mei 2020 en dat artikel 24 uitwerking heeft op 14 maart 2020.

2. Er wordt op gewezen dat bestuurshandelingen krachtens een algemeen rechtsbeginsel in de regel geen terugwerkende kracht hebben. Terugwerkende kracht kan evenwel gerechtvaardigd zijn indien de wet die toestaat. Indien ze niet bij de wet wordt toegestaan, is ze alleen aanvaardbaar bij wijze van uitzondering, inzonderheid wanneer dat nodig is voor de continuïteit van de openbare dienst of voor de regularisatie van een rechtstoestand of een feitelijke toestand en voor zover de vereisten inzake rechtszekerheid vervuld zijn en de individuele rechten geëerbiedigd worden.

Wat de artikelen 2 tot en met 23 betreft, zijn alleen de artikelen 5, 10, 13 en 19, voor zover zij bepalen dat nieuwe vakken met terugwerkende kracht vanaf 18 mei 2020 kunnen worden verstrekt, bestemd om met terugwerkende kracht toegepast te worden.

De steller van het ontwerp dient zich ervan te vergewissen dat de rechtvaardiging voor de terugwerkende kracht van deze bepalingen binnen een van de bovengenoemde hypothesen valt.

3. Bovendien is het onnodig artikel 24 te laten terugwerken tot 14 maart 2020.

Overeenkomstig artikel 13, § 2, vierde lid, van het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, waarvan artikel 24 van het ontwerp wil afwijken, wordt de maandelijkse basistoelage immers verhoogd vanaf 1 augustus vóór de overgang naar het volgende jaar.

4. Uit bovenstaande opmerkingen volgt dat artikel 25 moet worden aangepast en dat artikel 26 moet worden weggelaten.

SLOTOPMERKINGEN

1. Aan het einde van het beschikkend gedeelte dient een nieuw artikel te worden ingevoegd, luidend als volgt:

"De Minister bevoegd voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit".

2. Het verslag aan de Regering bevat, na enkele inleidende overwegingen van algemene aard, geen artikelsgewijze bespreking, maar geeft slechts de tekst van de ontwerpartikelen weer.

Het verslag aan de Regering zal worden aangevuld met een artikelsgewijze bespreking.

De Griffier,
Béatrice Drapier
De Voorzitter,
Pierre Vandernoot

19 JUNI 2020. — Besluit van de Waalse Regering betreffende diverse bepalingen betreffende de organisatie van de doorlopende evaluatie, de examens en cursussen alsook de stageovereenkomsten van het IFAPME-net voor het opleidingsjaar 2019-2020 wegens COVID-19

De Waalse Regering,

Gelet op het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voorgdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen, gewijzigd bij de aanhangsels van 4 juni 2003 en 27 maart 2014;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen.

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op het verslag van 11 mei 2020 opgesteld overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het gunstig advies van het beheerscomité van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende opleiding, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen), gegeven op 5 mei 2020 na een elektronische raadpleging;

Gelet op het eensluidend advies van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, gegeven op 20 mei 2020 overeenkomstig de artikelen 5, § 1, 4°, en 8, § 1, 4°, van het samenwerkingsakkoord gesloten op 20 februari 1995 door de Franse Gemeenschapscommissie, de Franse Gemeenschap en het Waalse Gewest i.v.m. de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen en de voorgdij over het Instituut voor permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

Gelet op advies 67.418/2 van de Raad van State, gegeven op 25 mei 2020, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid gemotiveerd als volgt:

Overwegende dat WHO op 11 maart 2020 het coronavirus COVID-19 als een pandemie gelabeld heeft;

Gelet op de verklaring van WHO over de kenmerken van het coronavirus COVID-19, met name de hoge besmettelijkheid, het mortaliteitsrisico en het aantal opgespoorde gevallen;

Gelet op de verspreiding van het coronavirus COVID-19 op Europees grondgebied en in België;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid en het gezondheidsrisico dat het coronavirus COVID-19 voor de Belgische bevolking inhoudt;

Gelet op het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken, dat met name tot doel heeft de verplaatsingen en de sociale contacten te beperken;

Gelet op de impact van de gezondheidscrisis op de erkende opleidingscentra van het "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises" die de face-to-face cursussen hebben moeten stopzetten;

Overwegende dat opleidingsactiviteiten vandaag uitsluitend op basis van face-to-face leerprocessen worden georganiseerd en gesubsidieerd;

Overwegende dat het Instituut de continuïteit van de dienstverlening heeft gewaarborgd door in de erkende opleidingscentra een voorziening van afstandopleiding en -opvolging op te zetten;

Gelet op de gedeeltelijke hervatting van de face-to-face cursussen vanaf 18 mei 2020, met inachtneming van de gezondheidsmaatregelen bedoeld in het voormelde ministerieel besluit van 23 maart 2020;

Gelet op het feit dat het einde van het opleidingsjaar en de daarmee samenhangende evaluaties binnenkort zullen aflopen;

Overwegende dat het gelijkheidsbeginsel en de rechtszekerheid moeten worden gewaarborgd en dat maatregelen moeten worden genomen om ervoor te zorgen dat geen enkele leerling belemmerd wordt in de uitoefening van zijn rechten of in de uitvoering van zijn verplichtingen wegens de impacten van de gezondheidscrisis;

Op de voordracht van de Minister bevoegd voor "IFAPME";

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — Begripsomschrijvingen

Artikel 1. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder:

1° "erkende opleidingscentra": de opleidingscentra bedoeld in artikel 2, 12°, van het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises" (Waal instituut voor alternerende vorming, zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen);

2° "evaluatie-besluit": het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

3° "cursus-besluit": het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

4° "Instituut": het Instituut opgericht krachtens het decreet van 17 juli 2003 tot oprichting van een "Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et des petites et moyennes entreprises";

5° "kandidaat voor een alternerende opleiding": leerling die de cursussen algemene kennis en de cursussen beroepskennis of de cursussen geïntegreerde kennis in een erkend opleidingscentrum volgt en die een alternerend contract wenst te sluiten;

6° "essentiële vaardigheden": vaardigheden die door elke leerling moeten worden verworven om zijn opleiding te kunnen voortzetten of om een minimumniveau van beheersing van de leerresultaten te verwerven met het oog op professionele integratie;

7° "stageovereenkomst-besluit": het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen;

8° "vereiste gezondheidsmaatregelen": de maatregelen bedoeld in het ministerieel besluit van 23 maart 2020 houdende dringende maatregelen om de verspreiding van het coronavirus COVID-19 te beperken of in elk ander besluit dat het vervangt.

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de doorlopende evaluatie en de examens in de permanente vorming voor de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 2. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 is de in artikel 1, 6°, van het evaluatie-besluit bedoelde regelmatige cursist, de cursist die ten minste 2/3 van de cursussen georganiseerd tot 13 maart 2020 heeft gevolgd.

Art. 3. De in artikel 4, tweede lid, van het evaluatie-besluit bedoelde examens kunnen op afstand worden georganiseerd.

De organisatie van de examens van het erkende opleidingscentrum geschiedt met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Art. 4. Artikel 5, paragraaf 1, van het evaluatie-besluit wordt vervangen als volgt:

" § 1. Het Centrum organiseert de eindeleertijdsevaluatie voor :

1° de leerling die verbonden is door een contract alternerend leren. De evaluatie vindt plaats in de loop van het jaar waarin het contract alternerend leren eindigt;

2° de regelmatige cursist die de leercursussen volgt en die, zonder aan de in 1° bedoelde voorwaarde te voldoen, een praktijkvorming volgt die gelijkwaardig is aan die van het contract alternerend leren. De evaluatie vindt plaats in de loop van het jaar waarin deze opleiding eindigt;

3° de afgewezen regelmatige cursist die voor 31 januari van het evaluatiejaar een schriftelijke aanvraag indient bij het Centrum;

4° de kandidaat voor een alternerende opleiding zoals bedoeld in artikel 1, 5°, van dit besluit."

Art. 5. De evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 6 van het evaluatie-besluit worden georganiseerd over de vakcursussen die tot 13 maart 2020 face-to-face werden verstrekt. Nieuwe vakcursussen die betrekking hebben op door het Instituut vastgestelde essentiële vaardigheden kunnen worden verstrekt, hetzij face-to-face, hetzij op afstand, en er kunnen summatieve evaluaties worden georganiseerd.

In het geval van afstandscursussen neemt het erkende opleidingscentrum maatregelen om de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken leerlingen te waarborgen.

Art. 6. In afwijking van artikel 7 van het evaluatie-besluit:

a) worden de eerste en tweede zitting voor de A-, B- en I-examens tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 georganiseerd;

b) wordt de zitting voor de C-examens en de evaluaties van de eenheden van leerresultaten tussen 1 juni 2020 en 30 november 2020 georganiseerd.

Art. 7. In afwijking van artikel 8, § 2, van het evaluatie-besluit schrijft het erkende opleidingscentrum voor het C-examen in :

1° de regelmatige cursist die het laatste cursusjaar heeft gevolgd;

2° de regelmatige cursist bedoeld in artikel 5, § 1, 3° van het evaluatie-besluit;

3° de kandidaat voor een alternerende opleiding die ten minste 2/3 van de cursussen georganiseerd tot 13 maart 2020 heeft gevolgd.

Art. 8. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 kan de samenstelling van de in artikel 10 van het evaluatie-besluit bedoelde C-examencommissie door het Instituut aangepast worden.

De C-examens worden georganiseerd in overeenstemming met de opleidingsnormen of met aanpassingen vereist door het Instituut en voortvloeiend uit de opschorting of annulering van cursussen of de naleving van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Art. 9. De in artikel 13 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt face-to-face of op afstand gehouden. Wat het diploma waarmee de opleiding wordt afgesloten betreft, beslist de raad over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de leerling.

Na de in het eerste lid bedoelde raad van vormingswerkers vergadert de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand, en dit, uiterlijk op 15 december 2020.

Art. 10. De evaluaties van de algemene kennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 16 van het evaluatie-besluit worden georganiseerd over de vakcursussen die tot 13 maart 2020 face-to-face werden verstrekt. De afstandscursussen kunnen nieuwe vakken omvatten maar ze mogen niet geëvalueerd worden.

In het geval van afstandscursussen neemt het erkende opleidingscentrum maatregelen om de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken leerlingen te waarborgen.

In afwijking van artikel 16 van het evaluatie-besluit worden de eerste en de tweede zitting voor de A-, B- en I-examens tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 georganiseerd.

Art. 11. De in artikel 18 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt face-to-face of op afstand georganiseerd.

De Raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de leerling in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, of over de weigering van zijn overgang naar het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2020.

Art. 12. De vergadering van de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie wordt face-to-face of op afstand georganiseerd.

In afwijking van dezelfde bepaling vergadert ze uiterlijk op 15 december 2020.

Art. 13. De evaluaties van de beheerskennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 27 van het evaluatie-besluit worden georganiseerd over de vakcursussen die tot 13 maart 2020 face-to-face werden verstrekt. Nieuwe vakcursussen die betrekking hebben op door het Instituut vastgestelde essentiële vaardigheden kunnen worden verstrekt, hetzij face-to-face, hetzij op afstand, en ze kunnen het voorwerp uitmaken van summatieve evaluaties.

In het geval van afstandscursussen neemt het erkende opleidingscentrum maatregelen om de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken cursisten te waarborgen.

In sommige afdelingen waarvan de lijst door het Instituut vastgesteld wordt, zijn de evaluaties verplicht.

Art. 14. In afwijking van artikel 28 van het evaluatie-besluit:

a) worden de eerste en tweede zitting voor de A-, B- en I-examens tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 georganiseerd;

b) wordt de zitting voor de C-examens en de evaluaties van de eenheden van leerresultaten tussen 1 juni 2020 en 30 november 2020 georganiseerd.

Art. 15. In afwijking van artikel 29, § 2, van het evaluatie-besluit kan het erkende opleidingscentrum, wegens de opschorting van de stages na de COVID-19-crisis, voor het opleidingsjaar 2019-2020 de cursist inschrijven voor het C-examen zonder enige vereiste van voldoende praktijkervaring.

Art. 16. Voor het opleidingsjaar 2019-2020 kan de samenstelling van de in artikel 31 van het evaluatie-besluit bedoelde C-examencommissie door het Instituut aangepast worden.

De C-examens worden georganiseerd in overeenstemming met de opleidingsnormen of met aanpassingen vereist door het Instituut en voortvloeiend uit de opschorting of annulering van cursussen of de naleving van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Art. 17. De in artikel 34 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt face-to-face of op afstand georganiseerd. Wat het diploma waarmee de opleiding wordt afgesloten betreft, beslist de raad over het succes, over de tweede zitting of, op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies, over het falen van de leerling.

Na de in het eerste lid bedoelde raad van vormingswerkers vergadert de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand, en dit, uiterlijk op 15 december 2020.

Art. 18. In afwijking van artikel 36 van het evaluatie-besluit worden de eerste en tweede zitting voor de A-, B- en I-examens tussen 1 juni 2020 en 30 september 2020 georganiseerd.

Art. 19. De beoordelingen van de beheerskennis, beroepskennis en geïntegreerde kennis bedoeld in artikel 37 van het evaluatie-besluit worden georganiseerd over de vakcursussen die tot 13 maart 2020 face-to-face werden verstrekt. De afstandscursussen kunnen nieuwe vakken omvatten maar ze mogen niet geëvalueerd worden.

In het geval van afstandscursussen neemt het erkende opleidingscentrum maatregelen om de toegang tot deze cursussen voor alle betrokken cursisten te waarborgen.

In sommige afdelingen waarvan de lijst door het Instituut vastgesteld wordt, zijn de evaluaties verplicht.

Art. 20. De in artikel 40 van het evaluatie-besluit bedoelde vergadering van de raad van vormingswerkers wordt face-to-face of op afstand georganiseerd.

De Raad van vormingswerkers beslist over de toelating van de leerling in het hogere studiejaar met of zonder aanbeveling, of over de weigering van zijn toegang tot het hogere studiejaar op basis van een gedetailleerd met redenen omkleed advies.

Hij vergadert uiterlijk op 30 november 2020.

Na de in het eerste lid bedoelde raad van vormingswerkers vergadert de in artikel 19 van het evaluatie-besluit bedoelde toezichthoudende commissie face-to-face of op afstand, en dit, uiterlijk op 15 december 2020.

HOOFDSTUK III. — Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 31 augustus 2000 betreffende de vormingscursussen in de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen

Art. 21. De in het cursus-besluit bedoelde cursussen kunnen op afstand of face-to-face georganiseerd worden.

De organisatie van de cursussen in het erkende opleidingscentrum geschiedt met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen.

Art. 22. Met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen zal het erkende opleidingscentrum voor het opleidingsjaar 2019-2020 en met betrekking tot de leercursussen tussen 17 augustus en 30 september 2020 aanvullende face-to-face cursussen organiseren over de door het instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, om de leerlingen in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of zich voor te bereiden op hun C-examen.

Voor het derde leerjaar worden de algemene cursussen op afstand gehandhaafd, behalve voor leerlingen met moeilijkheden, voor wie de cursussen face-to-face worden verstrekt in het erkende opleidingscentrum.

De cursussen beroepskennis en geïntegreerde kennis zullen gedeeltelijk face-to-face en op afstand worden gegeven.

Art. 23. Met inachtneming van de vereiste gezondheidsmaatregelen zal het erkende opleidingscentrum voor het opleidingsjaar 2019-2020 en met betrekking tot de cursussen voor een opleiding tot ondernemingshoofd tussen 17 augustus en 30 september 2020 aanvullende face-to-face cursussen organiseren over de door het instituut vastgestelde essentiële vaardigheden, om de cursisten in staat te stellen hun leertijd in de volgende jaren voort te zetten of zich voor te bereiden op hun C-examen.

Voor het laatste leerjaar worden de beheerscursussen op afstand gehandhaafd, behalve voor cursisten met moeilijkheden, voor wie de cursussen face-to-face worden gegeven in het erkende opleidingscentrum.

De cursussen beroepskennis en geïntegreerde kennis zullen gedeeltelijk face-to-face en op afstand worden gegeven.

HOOFDSTUK IV. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 juli 1998 betreffende de stageovereenkomst in het kader van de permanente vorming van de middenstand en de kleine en middelgrote ondernemingen*

Art. 24. In afwijking van artikel 13, § 2, van het stageovereenkomst-besluit kan, wanneer het opleidingsjaar 2019-2020 afloopt na 30 september 2020, de overgang naar de hogere schaal pas worden gemaakt na de beslissing van de raad van vormingswerkers.

HOOFDSTUK V. — *Inwerkingtreding*

Art. 25. Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt met uitzondering van de artikelen 5, 10, 13 en 19 die uitwerking hebben op 14 maart 2020 tot 31 december 2020.

Art. 26. De Minister bevoegd voor alternerende opleiding en zelfstandigen en kleine en middelgrote ondernemingen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 19 juni 2020.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Economie, Buitenlandse Handel, Onderzoek, Innovatie, Digitale Technologieën,
Ruimtelijke Ordening, Landbouw, het "IFAPME", en de Vaardigheidscentra,
W. BORSUS

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[2020/202924]

19 JUIN 2020. — Arrêté du Gouvernement wallon portant des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des centres de formation du réseau IFAPME

Rapport au Gouvernement et commentaires des articles

La crise sanitaire liée au coronavirus a fortement impacté les activités de formation de l'IFAPME.

Dès le 14 mars, les Centres de formation ont été fermés avec l'impossibilité de poursuivre l'organisation des cours en présentiel dans les différentes filières de formation : formations en alternance (apprentissage), formations de chef d'entreprise et formations de coordination et d'encadrement.

Afin d'assurer la continuité de l'apprentissage des apprenants durant la période de confinement, le Ministre a demandé en urgence à l'IFAPME d'organiser la formation à distance et d'assurer un suivi des apprenants.

Le Réseau de l'IFAPME a déployé très rapidement un dispositif de préparation et de mise en œuvre de formation à distance et de suivi à distance.

Ce dispositif s'est mis en place en deux phases, une première phase pilote du 14 mars au 5 avril visant l'ensemble des cours. A partir du 6 avril, tenant compte d'une première évaluation, le dispositif a été ajusté pour mieux répondre aux exigences pédagogiques liées à une situation d'apprentissage.

Considérant que les activités de formation sont organisées et subventionnées uniquement sur base d'un apprentissage en présentiel, il y a lieu d'ajuster la législation durant la crise sanitaire.

Le Comité de gestion de l'IFAPME a rendu un avis favorable le 10 avril sur le projet d'arrêté du Gouvernement wallon portant sur des dispositions diverses relatives aux formateurs et au subventionnement des activités de formation des Centres de formation du Réseau IFAPME.

Le projet d'arrêté du Gouvernement wallon permet de déroger à l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'IFAPME.

L'article 1^{er} reprend diverses définitions pour en faciliter la lecture.

Art. 1^{er}.

Pour l'application du présent arrêté, il y a lieu d'entendre par :

1° « centres de formation agréés » : les centres de formation visés par l'article 2, 10°, du décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

2° « arrêté financier » : l'arrêté du 23 octobre 2008 fixant les interventions financières de l'Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises;

3° « Institut » : Institut créé par le décret du 17 juillet 2003 portant constitution d'un Institut wallon de formation en alternance et des indépendants et petites et moyennes entreprises.

L'article 2 concerne le paiement de tous les formateurs durant la première phase du 14 mars au 5 avril.

Art. 2.

Par dérogation à l'article 11 de l'arrêté financier et pour la période allant du 14 mars 2020 au 5 avril 2020, les heures de cours non-prestées en présentiel par les formateurs pour cause de fermeture des centres de formation agréés donnent lieu aux subventions.